Introduction à l'économie marxiste

Dossier de formation MJCF 67 et UEC Strasbourg

Sommaire

Avant-propos....p.2

I. Le capitalisme, « une société de marchés » ?....p.3
II. De l'économie de marché au capitalisme : de la circulation simple des marchandises à l'avènement de l'argent comme but de l'échange....p.5
III. Le processus de production....p.6
IV. L'exploitation capitaliste....p.7
V. Suraccumulation et dévalorisation du capital....p.8
VI. Cycles courts et cycles longs....p.10
VII. L'inflation financière, phénomène caractéristique des phases longues de difficultés de l'accumulation capitaliste....p.11
VIII. Concurrence et monopoles....p.13
IX. Les limites systémiques du capitalisme....p.14
X. Et aujourd'hui ? Et demain ?....p.15

Avant-propos

Parlant d'économie marxiste, nous entendons par-là une analyse du capitalisme et de son évolution, se basant sur les travaux de Karl Marx et de ses successeurs. Nous nous contenterons ici d'expliquer les notions de bases sur lesquelles repose la pensée marxiste et apporter des éléments nécessaires à la réflexion. Tout ce dont nous allons parler ici n'a pas toujours existé, mais est le résultat d'un processus d'évolution. Le capitalisme n'a pas toujours existé, il n'a pas toujours eu la même forme, et un jour il cessera d'exister.

I. Le capitalisme, « une société de marchés » ?

La première chose à faire c'est d'essayer de définir le capitalisme ou au moins en donner les contours. Et la première idée qui nous vient en tête, c'est que le capitalisme est une « société de marchés ». Qu'est-ce que ça signifie ?

- Tout d'abord c'est un marché des « biens et services »

→Il y a une tendance du capitalisme à s'étendre à toutes les sphères de la vie et à tout intégrer à un marché.

→Ainsi, des choses qu'on ne pensait pas vendables le sont aujourd'hui, tout prend forme d'une marchandise. C'est même une spécificité du capitalisme : tout changer en marchandise.

- Ensuite un marché du travail

→Même le travail des êtres humains devient marchandise (par exemple, le travail domestique). Le marché du travail à conquis une grosse partie des relations humaines.

- C'est un marché de l'argent et de la finance, donc un marché d'objets qui n'ont pas d'utilité pour eux-mêmes.

→Cela marche grâce aux échanges d'argent, et aux marchés qui vont avec (crédits, etc.).

- Enfin, on a un Marché mondial.

Les marchés ont tendance à s'étendre, ils deviennent internationaux et mondiaux

Qu'est une marchandise ?

À ce point, on peut se demander qu'est-ce qui définit une marchandise car paradoxalement il n'y a pas de lien entre eux.

Exemple : un ordinateur et une heure en salle de musculation

Ce sont deux marchandises sans lien si ce n'est le prix. Et c'est bien cette dernière propriété qui permet de faire le lien entre deux marchandises. Toute marchandise possède deux valeurs.

La première, « marchande », celle qui correspond au prix d'achat et de vente. Elle se base sur le travail humain nécessaire pour la production de cette marchandise. C'est la *valeur d'échange*.

La deuxième, la valeur d'utilité : combien sert la marchandise en question. Ce sont les qualités propres d'une marchandise destinée à satisfaire tel de nos besoins et non tel autres. C'est la *valeur d'usage*. La monnaie n'a pas de valeurs d'usage.

On parle de marchandise dès lors qu'un objet, un service (garde d'enfant par exemple), ou même un élément naturel (eau, forêt, etc.) devient l'objet d'un échange marchand. Cela implique trois choses :

1) l'existence d'une propriété privée, car ne peut être vendu que ce qui est possédé ou réputé comme tel. C'est assez simple pour un objet (bien privé), mais beaucoup moins naturel pour un territoire ou une ressource (bien public) : dans ce cas, cela suppose l'appropriation (qui était déjà pratiquée dans l'antiquité par les empires qui se vendaient des terres qui ne leur appartenaient que par la force)

2) l'existence et utilisation de la monnaie, qui permet de transformer la valeur d'usage subjective (par exemple, le besoin d'eau) en valeur d'échange correspondant à un prix (par exemple, le litre d'eau coûte 3 euros) : en découle l'existence d'un marché, avec vendeurs et acheteurs. Ce n'est évidemment pas un fait naturel, car la valeur d'usage, universelle (présente à toute époque) mais subjective (dépendant de chaque situation) ne se traduit pas nécessairement par l'existence d'une valeur d'échange : l'air, l'école, le repas préparé en famille... pour trois raisons différentes, ces trois choses ne sont pas associées à une valeur d'échange.

3) la recherche d'un profit. Autrement dit, le vendeur (« offreur » dans le langage libéral) est prêt à renoncer à la possession ou utilisation d'une chose (objet, ressource, temps) car sa valeur d'échange est supérieure à la valeur d'usage subjective qu'il lui accorde. Ainsi un cultivateur de pommes n'accorde pas beaucoup d'importance à ses pommes : il en a beaucoup, alors subjectivement le pain du boulanger a plus de valeur que ses pommes.

II. De l'économie de marché au capitalisme : de la circulation simple des marchandises à l'avènement de l'argent comme but de l'échange

Nous avons vu que le capitalisme est une économie de marché, mais une économie de marché n'est pas forcément capitaliste.

Les échanges marchands ont effectivement existé de diverses manières bien avant l'avènement du capitalisme, mais les situations dans lesquelles les trois conditions de marchandisation étaient réunies restaient limitées, et la vente d'une marchandise avait pour fonction essentielle l'achat d'une autre marchandise Au départ, on part d'une marchandise M qu'on a produit, on la vend pour avoir l'argent nécessaire A, pour acheter la marchandise M'. Le but de l'échange est de se procurer des biens ou des services utiles. On a donc une circulation simple : M-A-M'

Par exemple : je cultive des pommes=M, je les vend à 5€ le kilo=A, et j'achète avec ça un doner=M'

Le capitalisme a la particularité de s'appuyer directement sur la marchandise, mais lui donne une nouvelle dimension : il produit une marchandise dans l'objectif direct et final qu'elle apporte un profit au propriétaire des moyens de production. L'objectif est donc l'accumulation de profit. On part d'un capital A, avec lequel on paye des ressources, des machines, une force de travail M, on produit avec cela une nouvelle marchandise M' qu'on vend recevant une somme A'. En simplifié on a : A-M-M'-A', avec la valeur M' > M et A' > A. On nomme « profit » la différence entre l'argent obtenu et l'argent investi : P=A'-A.

Mais ce qui compte surtout n'est pas tant la quantité de profit, mais le taux de profit qu'on peut faire, c'est à dire la quantité de profit par rapport à l'investissement. T_p= (A'-A)/A = P/A

Cela a été facilité par l'extension des possibilités de production, permise à partir du 18ème siècle par les découvertes scientifiques elles-mêmes transformées en marchandises (progrès technique), et en cercle auto-entretenu par l'accumulation des moyens de production : la propriété des moyens de production permet de dégager un profit qui permet d'accroître les moyens de production (d'où l'industrialisation). Bien sûr, le développement du salariat joue un rôle majeur : il permet de produire plus massivement (transformer M en M') et d'ôter la limite de la valeur d'usage subjective au vendeur : là où l'artisan était limité notamment dans l'usage de son temps, le propriétaire capitaliste peut engager le processus de production tant qu'il y a plus-value sur le travail du salariat.

III. Le processus de production

Nous pouvons alors nous poser la question : comment va-t-on de A à A'. Qu'est-ce qui constitue M, et comment est produit M' :

- Moyens de travail, donc les outils, les machines, les bâtiments : tout ce qui est immobile (immobilisations), c'est le capital fixe, il n'est pas consommé après la production et il n'a pas besoin de se reproduire (malgré l'usage, etc).

- Objet de travail, donc ce qui va être travaillé : les ressources (consommations intermédiaires), c'est du « capital circulant ».

- Force de travail (frais de personnel), donc tout ce qui est salaire, etc.

IV. L'exploitation capitaliste

Si nous regardons de plus près, nous pouvons nous demander d'où vient le profit. Comment en passant de M à M' et puis à A' la valeur augmente.

Pour cela il faut regarder ce que fait le travailleur durant une journée de travail : on a précisé avant que la force du travail est une marchandise que vend le travailleur au patron. Or cette force de travail a une valeur d'échange inférieure à sa valeur d'usage. Autrement dit, pour trouver de la main d'œuvre, le capitaliste doit verser un salaire W (valeur d'échange). Mais le travail fourni par cette main d'œuvre permet de produire X (valeur d'usage) > W (valeur d'échange). C'est dans cette différence que se situe la plus-value d'exploitation. On avait dit avant que la valeur d'échange était déterminée par le travail nécessaire pour la production de la marchandise. C'est la même chose pour la force de travail : sa valeur marchande, le salaire, est déterminée par le coût de sa reproduction. Qu'on se comprenne bien, reproduire la force de travail comporte un tas de choses : se nourrir, avoir un logement, pouvoir avoir un famille (pour avoir des enfants et futurs travailleurs), avoir de l'hygiène pour ne pas tomber malade (un travailleur malade produit moins), etc.

Mais le coût de la reproduction de la force du travail reste inférieur à la valeur produite. On a donc une différence X-W positive. C'est cette différence de valeur qui est captée par le propriétaire des moyens de production sous forme de profit : *plus-value*.

- Pour l'illustrer, on peut utiliser la logique de Marx (avec des repères chiffrés plus actuels) : la quantité de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire permettant au capitaliste d'avoir toujours de la main d'œuvre, qui correspond au salaire, est égale à ce que le travailleur permet de produire en 5h de temps. Mais comme, pour obtenir ce salaire, le travailleur doit louer sa force de travail pour une durée de 8h, les 3 dernières heures correspondent à une production non rémunérée. La plus-value d'exploitation s'établit donc au ratio de 3/8 (3 représentant le gain du propriétaire et 8 la somme engagée pour rémunérer le salarié), c'est-à-dire dans cet exemple 37,5%.

- On peut même utiliser la logique de partage de la valeur ajoutée (pas présente chez Marx, mais compatible et facilement compréhensible) : le salaire net moyen en France est de 2.000 euros par mois. Si on ajoute les environ 1.000 euros de cotisations salariales et patronales liées à un tel salaire, cela donne une rémunération totale moyenne de 3.000 euros. Alors que la valeur ajoutée mensuelle rapportée au nombre de salariés s'élève à 5.500 euros. Autrement dit, un salarié permet de produire en moyenne 5.500 euros en étant rémunéré 3.000. Le reste, 1.500 euros, constitue la part du capital (appelée excédent brut d'exploitation - EBE - en langage comptable). On retrouve donc ici, dans le modèle libéral, la plus-value d'exploitation.

V. Suraccumulation et dévalorisation du capital

L'accumulation de capital, grâce au profit (A<A'<A''<…), sert à augmenter la productivité du travail vivant afin de continuer l'accumulation. L'accumulation est nécessaire sinon se vérifie une perte du capital (causée par la concurrence, la pression, la hausse des salaires, etc.). Le capitaliste nécessite donc que le taux de profit reste maximal. Et si ce taux reste maximal, le taux d'exploitation du travailleur augmente : la valeur captée de la force du travail est plus grande.

Le problème est que cette accumulation a des limites, on ne peut augmenter à l'infini à la fois le taux de profit et le capital. C'est ce qu'on nomme la suraccumulation du capital : la limite à l'augmentation du taux de profit. Les raisons : on ne peut pas acheter des machines plus productives (car inexistantes), ou au contraire on a remplacé tout les travailleurs par des machines, se trouvant donc dans l'impossibilité d'embaucher plus. S'il n'y a plus de chômage, c'est-à-dire d'armée industrielle de réserve, les travailleurs loueront leur force de travail à un prix plus élevé, autrement dit obtiendront des hausses de salaire, ce qui fait baisser la plus-value capitaliste, le marché sera saturé (trop de concurrence), il n'y aura plus d'acheteurs (tout le monde aura la marchandise en question, ou personne n'aura l'argent nécessaire pour l'acquérir). Le taux de profit n'augmente plus assez face à l'accumulation du capital, de ce fait il va baisser. C'est ce qu'on nomme la baisse tendancielle du taux de profit.

Lorsque les limites de l'accumulation ne sont pas encore atteintes, nous assistons à des périodes d'expansion : les profits grimpent sans besoin d'ajouter du capital supplémentaire. Donc le taux de profit augmente et les capitalistes sont satisfaits. Mais lorsque la crise arrive, pour éviter la baisse de taux de profit, on va dévaloriser le capital brut : c'est-à-dire garder la même quantité de profit pour un capital plus petit, cela fait remonter le taux de profit sans faire augmenter les profits (par exemple, baisse des salaires, achat du capital circulant moins cher, etc).

Une autre méthode est celle de diviser le capital : la differentiation. Pour un capital donné, et un profit donné, on va diviser le capital et donc les profits associés, mais de façon à ce qu'une partie du capital de départ se trouve avec très peu de profit pendant que l'autre se retrouve avec la grosse partie des profits. On obtient donc un taux de profit très bas pour une partie et un très élevé pour l'autre. C'est cette division qui est à l'origine des sous-traitants. Mais ces méthodes ne fonctionnent qu'à court terme, et ne peuvent pas freiner la baisse tendancielle du taux de profit.

Mais lors d'une crise, les capitalistes ont aussi des cartes à jouer. Pour Marx, la destruction de capital au cours des crises peut rétablir le taux de profit pour les décennies suivantes (donc plus qu'un simple court terme). Dès lors, le capitalisme peut, jusqu'à un certain point (mais pas indéfiniment), survivre aux crises qu'il produit. Néanmoins les conséquences sont graves : licenciements massifs, forte baisse de l'offre et donc raréfaction des produits de consommation (dont certains de première nécessité), etc.

Pour Lénine, le moment de la crise peut être repoussé. L'impérialisme, les guerres et l'extension des domaines d'accumulation du capital permettent au capitalisme de repousser la baisse tendancielle sur une durée assez longue (en extrapolant, on peut envisager que le capitalisme peut encore trouver de nouvelles proies et donc survivre tant que la pompe à profit

de la nature, des pays les moins « avancés » et des biens collectifs (santé, éducation) ne sera totalement épuisée).

Pour Schumpeter (non marxiste), le capital détruit lors des crises laisse place à un nouveau capital productif, plus performant et orienté vers de nouvelles marchandises. Ce progrès technique peut renouveler le cycle d'accumulation du capital. Dans cette perspective, la baisse tendancielle du taux de profit pourrait être vue comme dernier stade avant chaque grande crise, puis effacée par la crise.

Pour l'Ecole de la régulation (en partie marxiste), le mode de production capitaliste peut s'inscrire dans différents cadres, ou modes de régulation (avec un certain niveau technologique, certaines institutions étatiques, certaines « règles »). Lorsque le capitalisme en a épuisé un (par exemple, le libéralisme du début 20ème siècle), il entre en crise (par exemple, la crise de 1929 et la Grande Dépression). Puis la domination économique de la classe capitaliste, fragilisée par la crise mais toujours présente, lui permet de susciter l'émergence de nouvelles institutions, qui ouvrent un nouveau cycle (généralisation du fordisme après 1945, consommation de masse, services publics, etc).

VII. Cycles courts et cycles longs

Nous avons vu donc qu'il y avait deux phases, une d'expansion, et une de récession, la transition de l'une à l'autre étant une suraccumulation, une crise. Mais l'économie peut redémarrer grâce à la destruction des anciens moyens de production, destructions de biens et de services, et la nécessité de les re-produire, mais aussi à des mutation du capitalisme et à des innovations. C'est ainsi que Clément Juglar remarque des petits cycles de durée moyenne entre 7 et 10 ans.

Mais Nikolai Kondratiev va remarquer qu'en parallèle on retrouve des cycles beaucoup plus longs, de durée entre 47 et 60 ans. Au départ les cycles n'étais pas synchronisés partout, il y avait des déphasages. Mais la mondialisation progressive a fait office de synchroniseur, de sorte que de nos jours, lorsque éclate une crise à un endroit, c'est tous les marchés mondiaux qui sont touchés, rendant les conséquences de la crise bien plus graves.

Nous allons voir maintenant comme le capitalisme a muté au cours du temps. Une première « mutation » se passe à cheval du XIXème siècle et du XXème : on passe alors d'un capitalisme de concurrence au capitalisme de monopole. Un deuxième changement se produit durant la Seconde Guerre mondiale et après : pour sortir de la crise, le capitalisme de monopole passe au capitalisme de monopole d'État. On a nationalisation du capital, et réduction du taux de profit d'une part du capital. Ce sont les services publics, qui serviront de béquille au capitalisme. On a donc une contradiction : une sortie de l'économie de marché et le progrès social révolutionnaire qui se produit à ce moment-là soutient et « sauve » le capital. Mais il faut comprendre aussi le contexte historique : la Guerre froide et les communistes aux portes du pouvoir un peu partout.

VII. L'inflation financière, phénomène caractéristique des phases longues de difficultés de l'accumulation capitaliste

Observons maintenant ce qui s'est passé plus récemment. On observe entre les année 1967 et 1975 un certain plafonnement des taux de profits. Nous sommes dans une période de crise :

- les plans de relance en Europe sont ratés

- l'URSS est à son apogée

- le PCF et le PCI toujours plus proches du pouvoir.

A la fin des années 70 le capitalisme est donc en danger, il va alors tout mettre en œuvre pour détruire ce qui le freine : c'est l'ouverture de la période de libéralisation financière. En 1983 la digue contre les marchés financiers craque, c'est le tournant de François Mitterand pour soumettre la France aux exigence du SME (système monétaire européen). En 1990 le système financier français est complètement libéralisé. Dans la même période débute le déclin du PCF. C'est alors ce qu'on appelle « l'austérité » qui va commencer.

Pourquoi ces changements et non pas une continuation de l'État Providence comme au sortir des années 40 ? Puisque si on veut rester dans un système capitalisme, les méthodes de l'époque ne sont plus valable en 1980, et le capitalisme a dû inventer des nouveaux moyens. Ainsi les programmes des sociaux-démocrates voulant une « relance » de l'économie par un État Providence sont voués à l'echec.

On voit alors durant cette période la part de la rémunération des salariés baisser et celle du profit augmenter brutalement. L'exploitation capitaliste augmente. En même temps se développe ce qu'on nomme l'austérité. Contrairement à ce que veut faire croire la classe dominante et à ce que peut laisser penser le terme à première vue, l'austérité est bien plus qu'une logique de purification douloureuse des comptes publics. C'est en fait un plan capitaliste de fond, avec plusieurs leviers :

- réduire les salaires (et les droits sociaux, ce qui finalement revient au même) pour accroître la plus-value.

- réduire la part collectivisée des richesses (services publics), puisqu'elle est financée soit sur la plus-value, soit sur les revenus du travail, accroissant ainsi la valeur d'échange de la force de travail, ce qui dans les deux cas nuit à la plus-value : en gros, les capitalistes veulent la baisse des prélèvements sur les entreprises pour accroître leur profit, et éventuellement même la baisse des prélèvements sur les salariés, pour mieux leur faire accepter des salaires plus bas (par exemple, quand le gouvernement annonce une baisse des cotisations salariales, les salariés se réjouissent d'avoir une hausse du salaire net, ce qui réduit leur lutte pour la hausse des salaires vis-à-vis du patronat : le capital est gagnant, puisqu'il fait l'économie d'une hausse des salaires accordés, et avec l'inflation monétaire cela correspond même à une baisse des rémunérations réelles ; le camp du travail est finalement perdant, puisque les cotisations sont le salaire indirect qui sert à payer les retraites, arrêts maladie et allocations chômage des salariés).

- pousser à la privatisation ou à l'abandon de certains secteurs par les pouvoirs publics, pour en faire de nouveaux domaines de profit (la santé, le soutien scolaire, etc).

VIII. Concurrence et monopoles

Il n'existe pas de nombre infini d'activité de production. Certes on invente toujours de nouveaux objets, services et marchandises à vendre, mais au final il y a plusieurs vendeurs (offreurs) et évidemment plusieurs acheteurs (demandeurs). Aucun ne peut à lui seul déterminer les termes de l'échanges de la marchandise. Dès lors, les offreurs vont se livrer concurrence pour attirer les demandeurs. Ils ne vont évidemment pas fixer leur prix trop bas, sinon il n'y a plus de profit. Ils vont donc tenter d'avoir le plus de profit possible tout en parvenant à être "concurrentiels". La variable d'ajustement sont encore une fois les travailleurs, avec une pression à la baisse sur les salaires (dans la limite de la reproduction de la force de travail).

Comment fonctionnent la concentration du capital et les monopoles ? Tant que le propriétaire des moyens de production réalise du profit, permis par la plus-value d'exploitation, il peut y avoir accumulation du capital (voir cercle auto-entretenu expliqué plus haut). Il suffit simplement que les objets soient des marchandises et le travail également : les ressources-marchandises appartiennent à des propriétaires. Ceux qui n'ont ni ressources naturelles (terres, matières précieuses...) ni richesses matérielles (argent, propriétés) n'ont d'autre choix que de louer leur force de travail. Ce faisant, ils vont permettre aux propriétaires de moyens de production de réaliser la plus-value d'exploitation qui permet l'accumulation du capital.

Ensuite, cette accumulation devient concentration car le capital fixe (outil de production) est lui-même une marchandise : celui qui a accumulé une forte quantité de capital financier (argent) est en situation de s'approprier davantage de capital fixe (aussi appelé capital physique, ou technique, en réalité produit par le salariat : les machines, les ateliers, etc. étant également le fruit du travail). Dès lors, il est en situation de réaliser un profit numéraire plus important, et également de réunir les conditions d'obtention d'un taux de profit plus avantageux (sa condition économique supérieure lui donne accès à des conditions de production plus favorables : coopération) : il peut alors absorber les producteurs concurrents, ou attendre qu'ils soient ruinés par une crise, ou pratiquer des prix de vente des marchandises inférieurs à la valeur d'échange pré-existante, pour ainsi étouffer ses concurrents.

S'en suit le développement de monopoles : personne, artisan ou même propriétaire de capitaux moins étendus, ne peut résister à la force de ce capital concentré. Cependant, le monopole vu par Marx admet une définition assez large : il ne s'agit pas nécessairement d'un monopole absolu (au sens : un seul offreur pour une activité), mais plutôt d'une position dominante d'un seul ou de quelques uns (pouvoir de marché selon les libéraux), qui se partagent alors le marché (« oligopole » selon les libéraux). Pour diverses raisons, le monopoliste peut laisser les miettes moins profitables d'un marché à d'autres que lui, ou se trouver dans un équilibre de force avec d'autres monopolistes.
Mais attention, souvent la dénonciation des monopoles par les communistes et par les libéraux ont pu être l'objet d'une confusion. En fait, pour les libéraux, il s'agit d'éviter une trop forte concentration nuisible à la concurrence, donc au marché ; tandis que pour les communistes, il s'agit de dénoncer le pouvoir économique et donc aussi social et politique acquis par les grands capitalistes du fait de leur domination productive.

IX. Les limites systémiques du capitalisme

Nous pouvons résumer maintenant quelques contradictions que nous avons rencontré :

1. le capitalisme accumule le capital, mais cette accumulation finit par tuer ses profits ;

2. le capitalisme repose sur le crédit, mais c'est toujours par le crédit (par sa dimension financière) que les crises se forment (il commence par masquer la sur-accumulation du capital et la baisse du taux de profit, puis finit par ne plus pouvoir être remboursé : la crise explose alors brutalement) ;

3. le capitalisme repose sur la concurrence, mais tout le conduit au monopole ;

4. le capitalisme repose sur la propriété, l'échange et l'enrichissement privé (d'où la doctrine du libéralisme), mais ne peut se passer d'une superstructure étatique à son service, notamment pour se défendre contre toute remise en cause ;

5. le capitalisme a besoin de débouchés, mais finit par les tuer (on peut le voir avec les changement entre l'après-guerre et les années 80) ;

6. le capitalisme a besoin d'une force de travail en bonne santé, bien formée, etc., mais il la maltraite ;

7. Le capitalisme doit augmenter la productivité, en insérant de plus en plus de machines dans le processus de production, mais par là même ils réduisent leur source de profit que sont les salariés exploités, et donc le taux de profit.

Bien sûr, il y en a encore d'autres. Ces contradictions sont des failles, qui permettent à la fois d'expliquer les crises et de considérer que le capitalisme n'est pas un système pleinement efficace et indépassable, puisqu'il connaît de graves dysfonctionnements qui sont inscrits dans sa nature même (et donc non réformables, ou pas totalement). D'où le fait que le social-libéralisme et la social-démocratie sont voués à l'échec : réformer les système capitaliste ne sert qu'à très court terme, mais au final, c'est son dépassement qu'il faut soutenir.

X. Et Aujourd'hui ? Et demain ?

Que dire sur la période actuelle ? Tout d'abord la mondialisation a conquis une grande partie du globe. Seul le continent Africain reste peu exploité, et justement certains considèrent qu'il s'agit d'une réserve de potentiel du capitalisme, sachant que celle qui lui permet de poursuivre sa course au profit et de maintenir la plus-value d'exploitation se situe actuellement en Asie (après la Chine, l'Asie du Sud, et ensuite potentiellement l'Afrique). Néanmoins certains affirment que le capitalisme empêche le continent Africain de se développer, d'où la conclusion que tous les marchés exploitables sont déjà conquis. De plus les limitations de ressources et le manque d'investissement à long terme pour repousser ces limites font que le capitalisme se heurte à des limites physiques et concrètes.

Les nouvelles technologies, notamment en matière d'échange d'informations, entrent en contradiction avec la propriété privée et l'accumulation de capital : la reproduction gratuite d'informations, le partage des connaissances, l'absence de propriété exclusive, etc. sortent de la logique de marché. Cependant, le capitalisme peut dans une certaine mesure parvenir à privatiser des biens publics par nature, comme il l'a fait dans le passé avec les terres par exemple, et comme le montrent pour l'instant les fortunes accumulées par les grandes firmes du net. C'est bancal, mais le capitalisme à l'habitude de l'être, et dispose de la puissance nécessaire pour que soient mises en œuvre des institutions et règles à son service (par exemple, les accords de Microsoft avec l'Éducation nationale, ou Monsanto avec le brevetage des semences et du vivant, etc). Pour autant, on peut effectivement considérer qu'il y a là une contradiction supplémentaire du capitalisme (avoir développé de nouveaux biens publics, et se trouver en difficulté pour en tirer des profits privés), qui est peut-être encore plus profonde et décisive que ses autres contradictions (elle touche à la nature même de la production). Et les nouvelles technologies (numérique, impression 3D, nanotechnologies, etc.) constituent des sources de profit privé loin d'être encore totalement exploitées.

On remarque aussi une légère mutation du capitalisme : l'arrivé de auto-entrepreneuriat qui se trouve être une variance de la différenciation expliquée plus en haut, qui pousse l'individualisme et qui fait baisser le nombre de travailleurs. Le capitalisme a trouvé une bonne manière de renouveler sa capacité de profit : faire baisser la valeur d'échange du travail (c'est le but essentiel de l'utilisation d'auto-entrepreneurs, comme pour la sous-traitance), pour rétablir la plus-value. Cependant, cette logique fragilise le capitalisme en même temps qu'elle le sert, car elle induit le risque de crises de surproduction et de suraccumulation plus fréquentes et plus violentes. De plus, le statut du CAE (Coopérative d'Activité et d'Emploi) apporte un contre-pied.

La séparation entre réalité et finance s'aggrave et, le lien entre monnaie et or étant coupée, met à mal l'hégémonie du dollar mais ouvre aussi la perspective à de nouvelles formes d'économie et d'échange.

Néanmoins face à tous ces défis, le capitalisme résiste : l'attaque massive contre les acquis sociaux, l'offensive idéologique de la réaction montre la fragilité systémique de la classe au pouvoir mais aussi sa force à maintenir et renouveler l'exploitation.

Au niveau des cycles, les économistes de l'Ecole de la régulation sont partagés sur la situation actuelle des cycles. Certains considèrent que la période 1975-2008 correspond au post-fordisme

néo-libéral, c'est-à-dire la phase positive d'un cycle d'accumulation (avec des taux de profit et de hausse du PIB mondial élevés), et qu'on se situe depuis dans la phase de crise du cycle, avant qu'un autre se mette sans doute en place. On est donc encore loin d'être au bout du cycle d'accumulation qui leur est lié. Enfin, d'autres considèrent que la fin de cycle atteinte depuis les années 90 ou 2000 laisse place à une situation de blocage économique, illustrée par la persistance d'éléments de crise depuis 2008 et de chômage de masse : ceux-là envisagent un avenir proche fait de succession de crises très rapprochées et de croissance économique très faible, avec des profits uniquement obtenus par des subterfuges non viables (privatisations, auto-entrepreneurs, spéculation financière…). Mais ça reste contestable.

Tout cela pour dire qu'il faut faire preuve de beaucoup de nuances sur la situation actuelle du capitalisme, et ne pas penser que le capitalisme est au bord d'une chute automatique et inexorable : ça peut être défendu, mais c'est très loin d'être certain. On a vu les différentes formes du capitalisme, son aspect d'oppression systémique, ses contradiction et ses faiblesses mais aussi ses forces. Cela était permis grâce à un certain recul, de plus de deux siècles. Mais réussir à analyser la situation économique actuelle est délicat ; nous n'avons ni le recul ni toute les données nécessaires. Mais il n'y a pas de fatalité ni de destin, le capitalisme ne se détruira pas tout seul, mais son dépassement reste possible, pour cela il ne faut pas que interpréter le monde, mais aussi agir pour le changer.

Notre rôle en tant que communistes est justement d'ouvrir les possibilités de dépassement : un rapport de force en faveur du salariat, un coup d'arrêt dans l'accumulation du capital et des profits, des institutions et des règles qui refusent enfin d'être à son service… tout cela peut favoriser la chute du capitalisme et ainsi ouvrir la voie à un dépassement, qui suppose en effet de réfléchir aux conditions du dépassement et à ce qui peut être envisagé à la place.

Formation

Bases en économie marxiste

24/04/2016

I) Le capitalisme, une « société de marchés »?

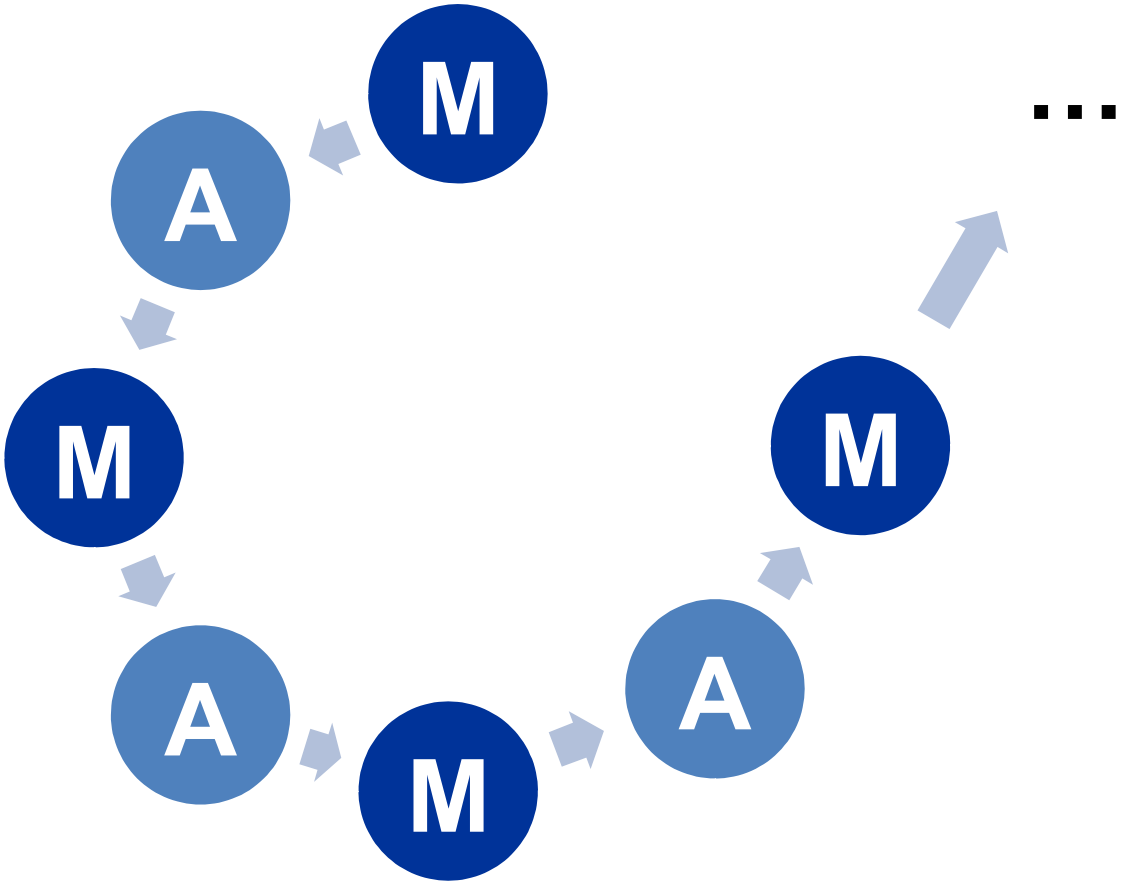
- Marché des « biens et services »
- « Marché du travail »
- Marché de l’argent et de la finance
- Marché mondial

Qu'est une marchandise ?

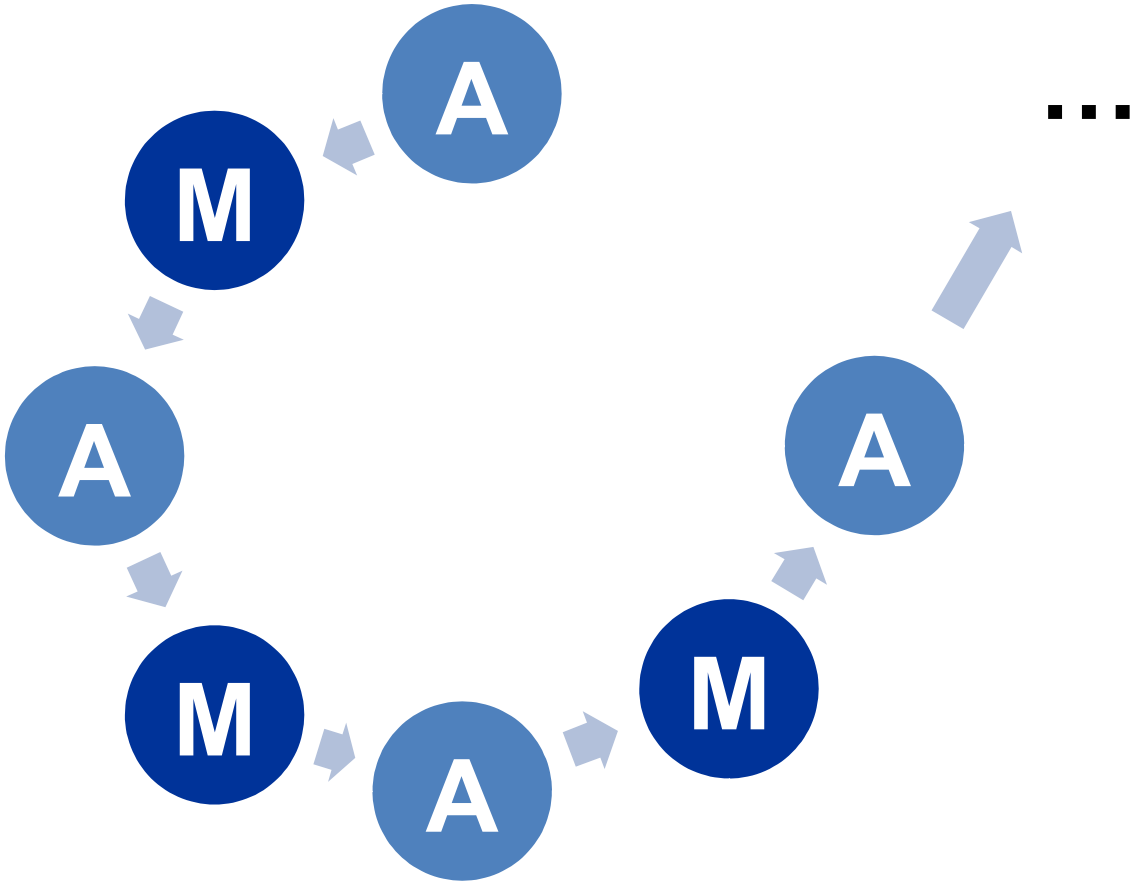
On parle de marchandise dès lors qu'un objet, un service, ou même un élément naturel devient l'objet d'un échange marchand. Cela implique :

- L'existence d'une propriété privée
- L'existence et utilisation de la monnaie
- La recherche d'un profit.

De l'économie de marché au capitalisme : la circulation simple des marchandises



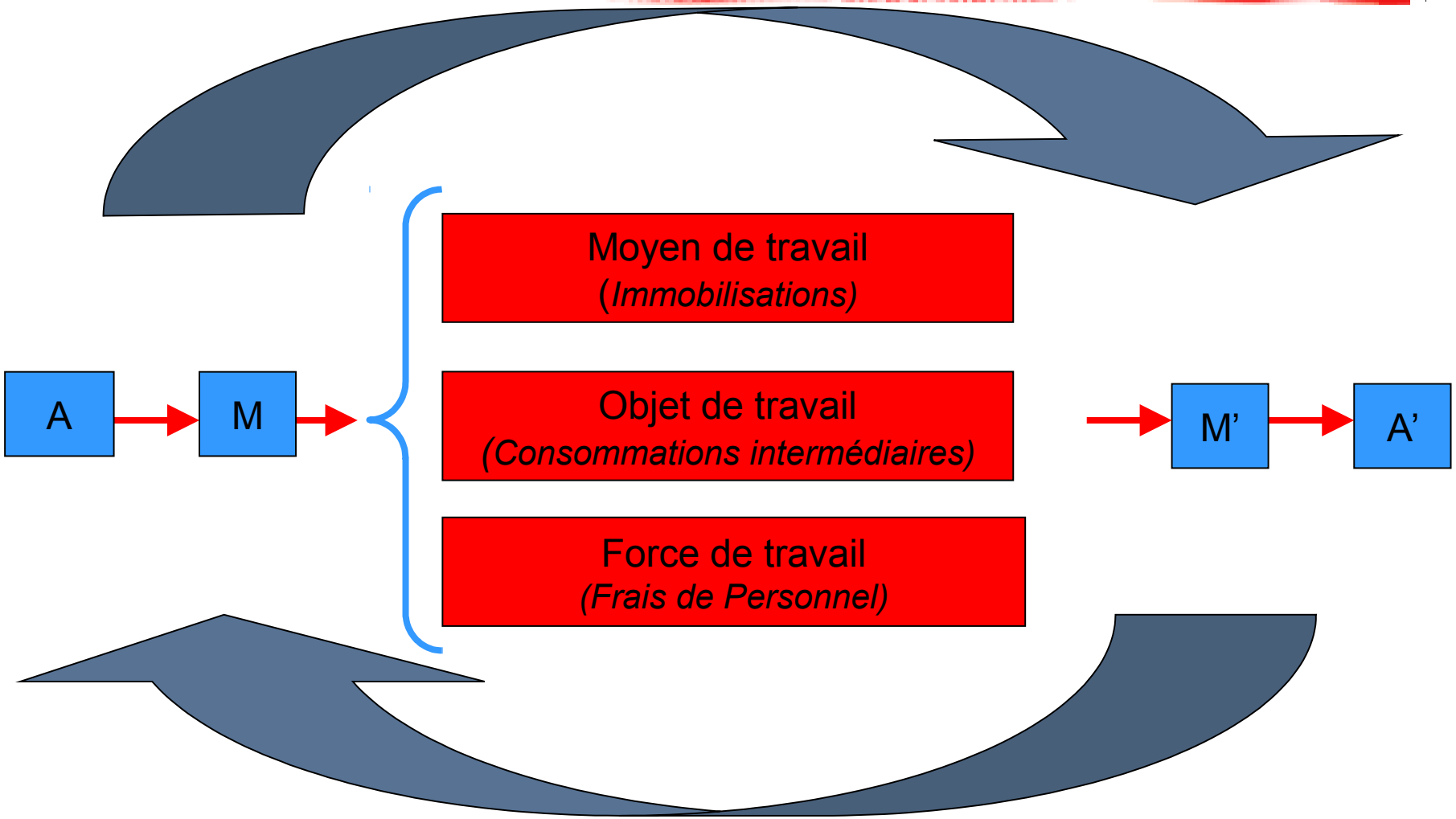
De l'économie de marché au capitalisme : quand l'argent devient le but de l'échange



La dynamique d'accumulation du capital

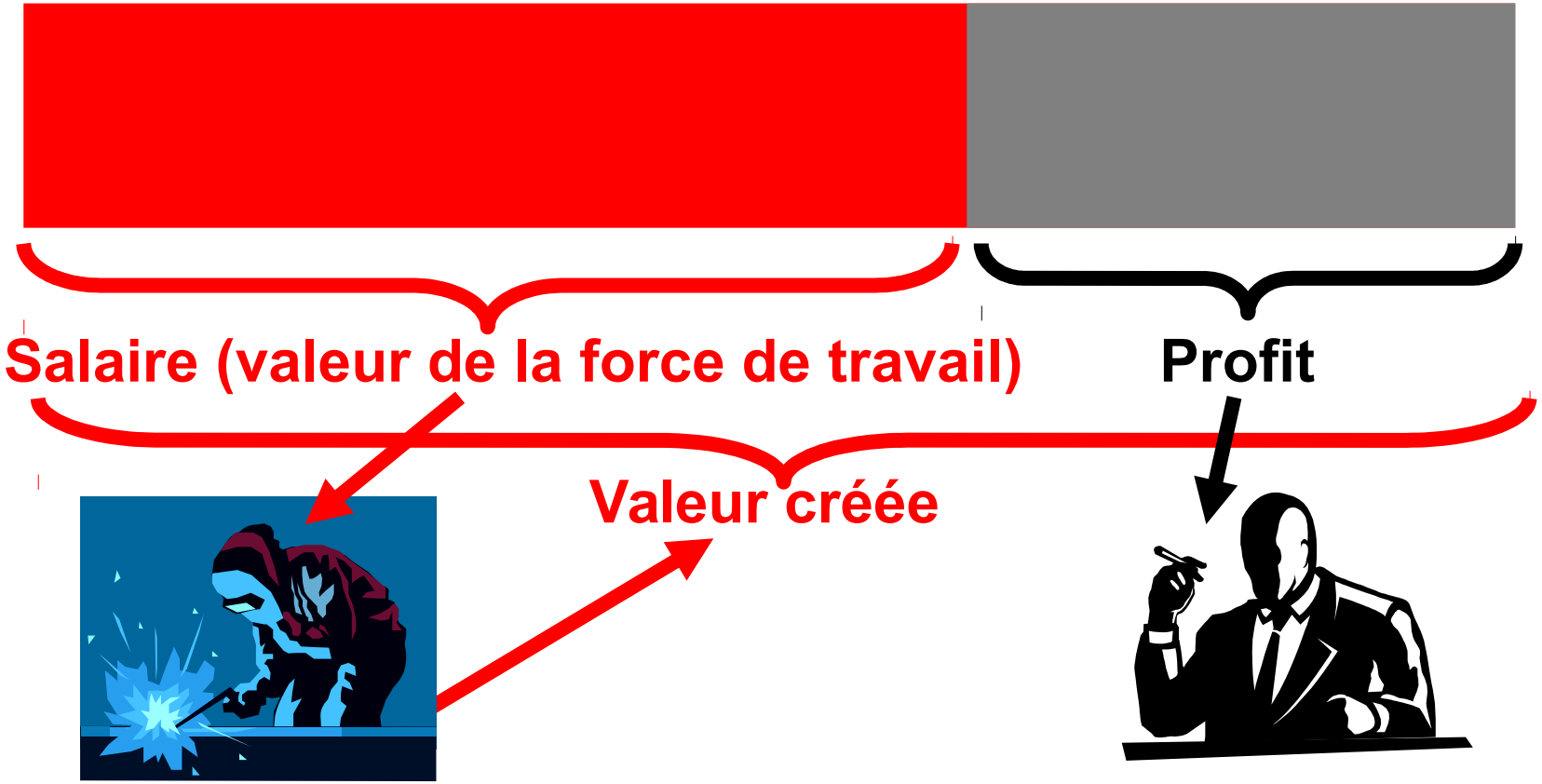
- Circulation simple (le but de l'échange est de se procurer des biens ou des services utiles) : ***M – A – M***
- Accumulation capitaliste (on produit pour le maximum de taux de profit :
- ***A – M – P – M' – A'***
- Le profit : *P*=***A' – A***.
- Le taux de profit : T_p***=(A'-A)/A***

Le processus de production



L'exploitation capitaliste

Une journée de travail



Suraccumulation et dévalorisation du capital

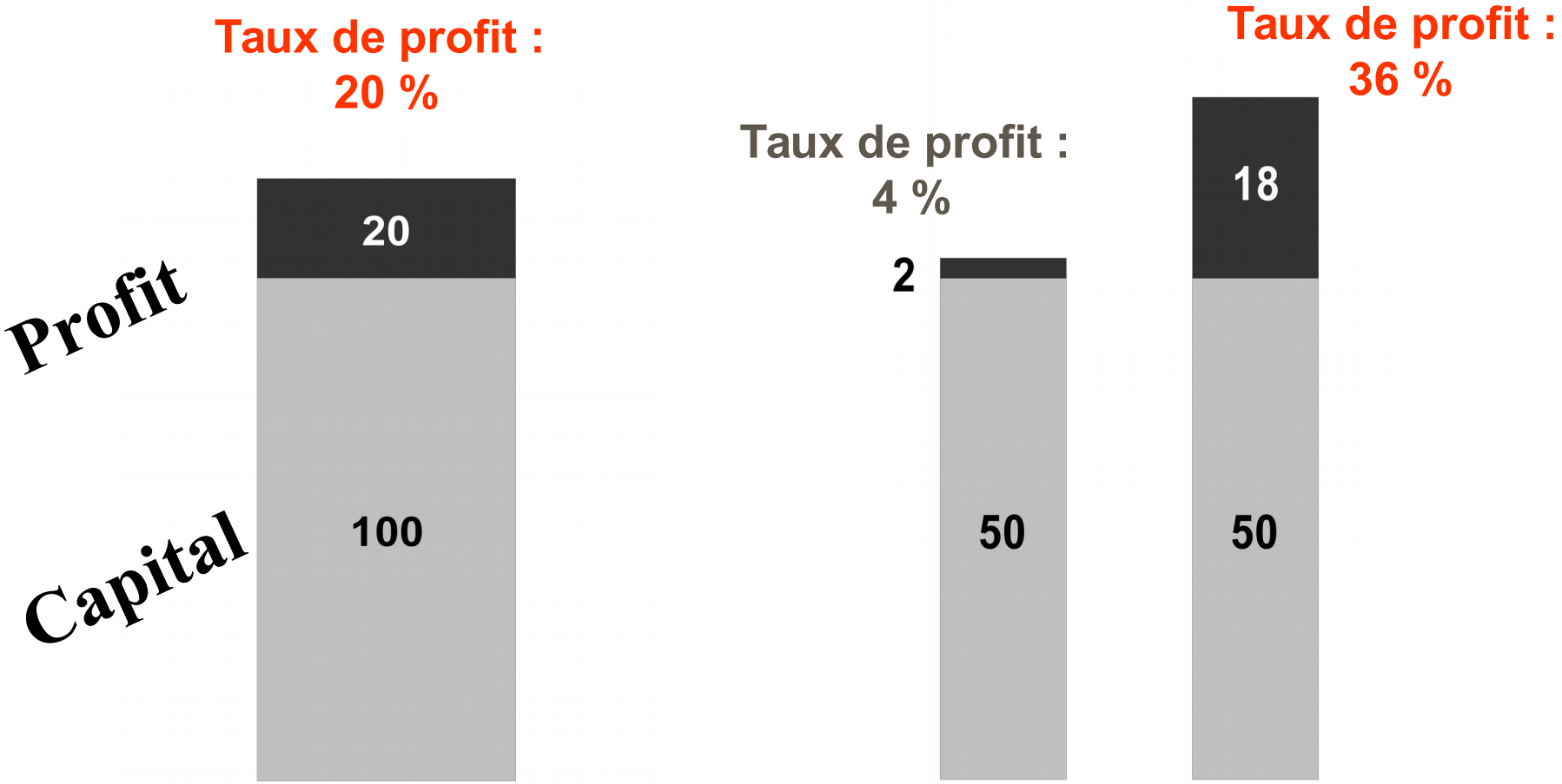
- Accumulation de capital matériel pour augmenter la productivité du travail vivant
- Limites à l'augmentation du taux de profit
- Nécessité de dévaloriser une partie du capital pour restaurer le taux de profit des capitaux dominants
- Cycle des affaires

Suraccumulation - dévalorisation

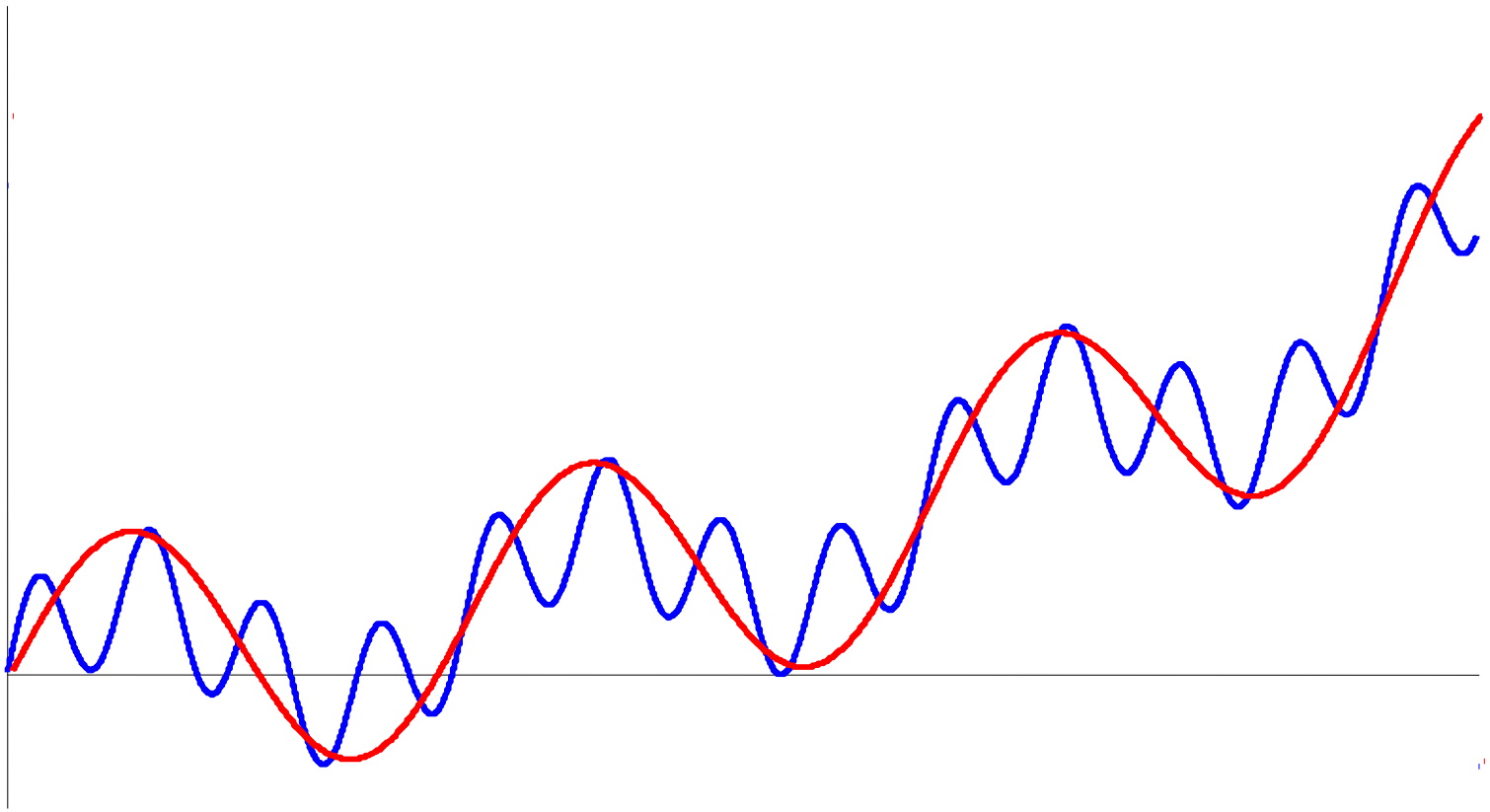
Taux de profit :
20 %

Taux de profit :
40 %

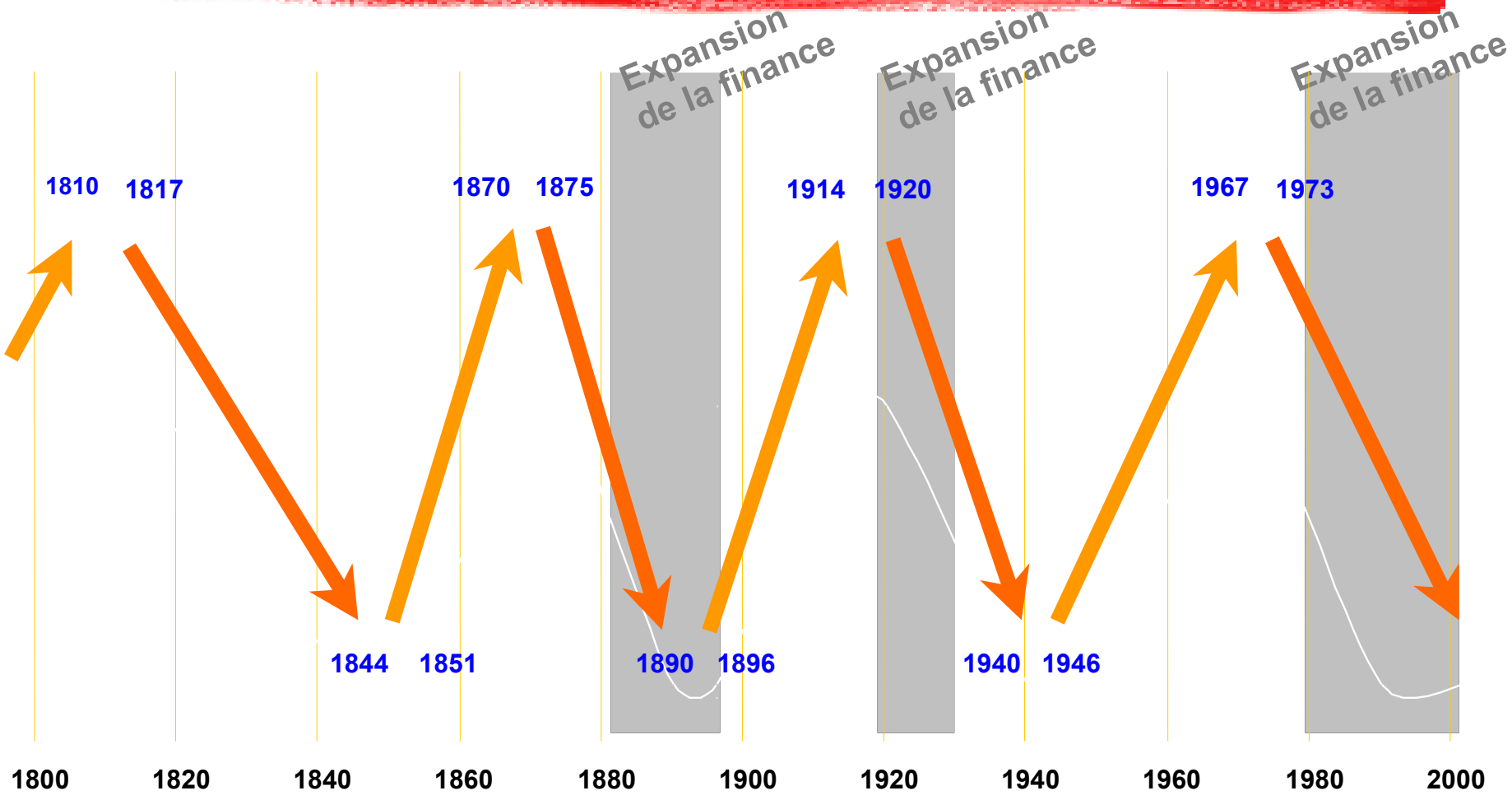
Suraccumulation - différentiation



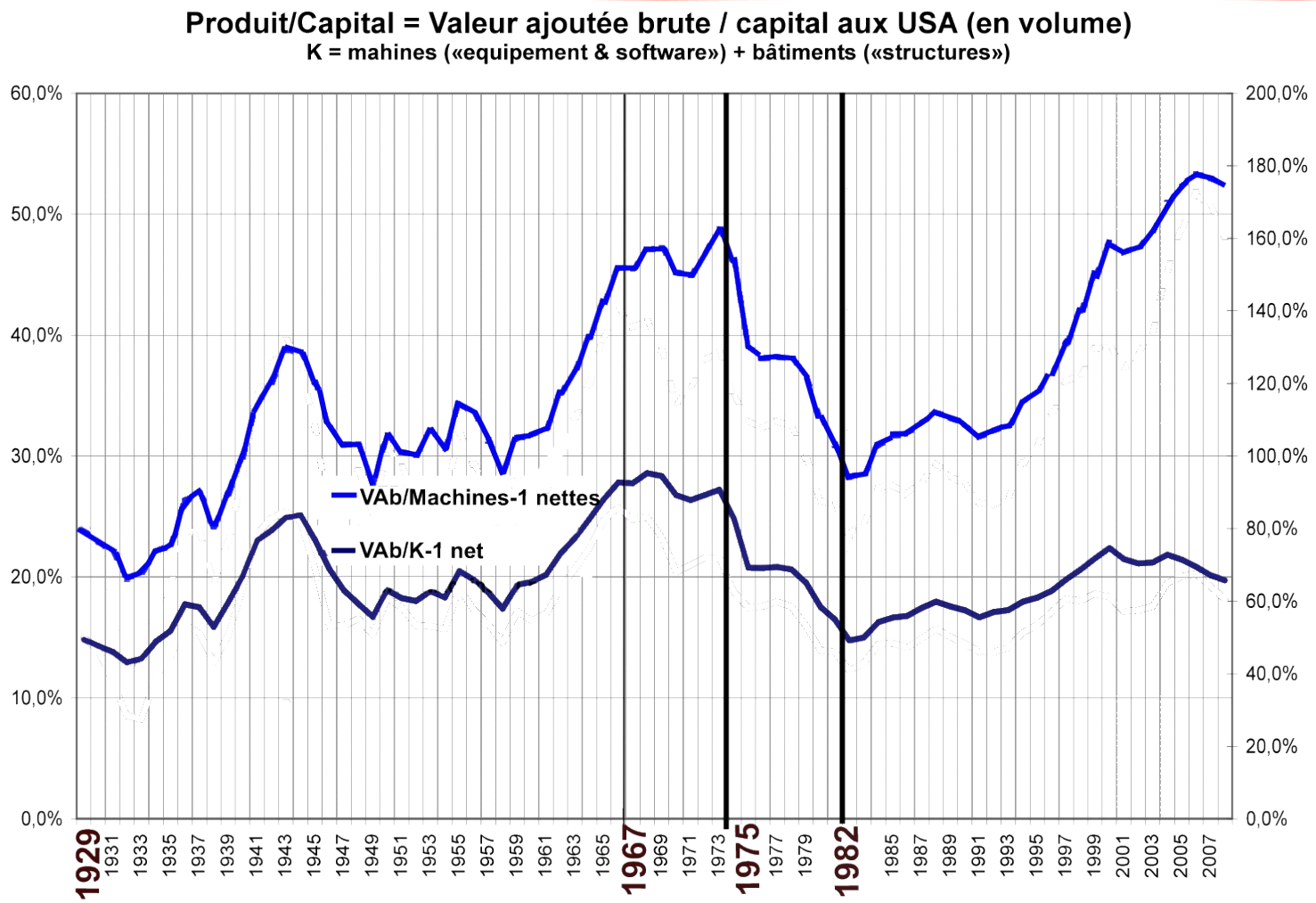
Cycles courts et cycles longs



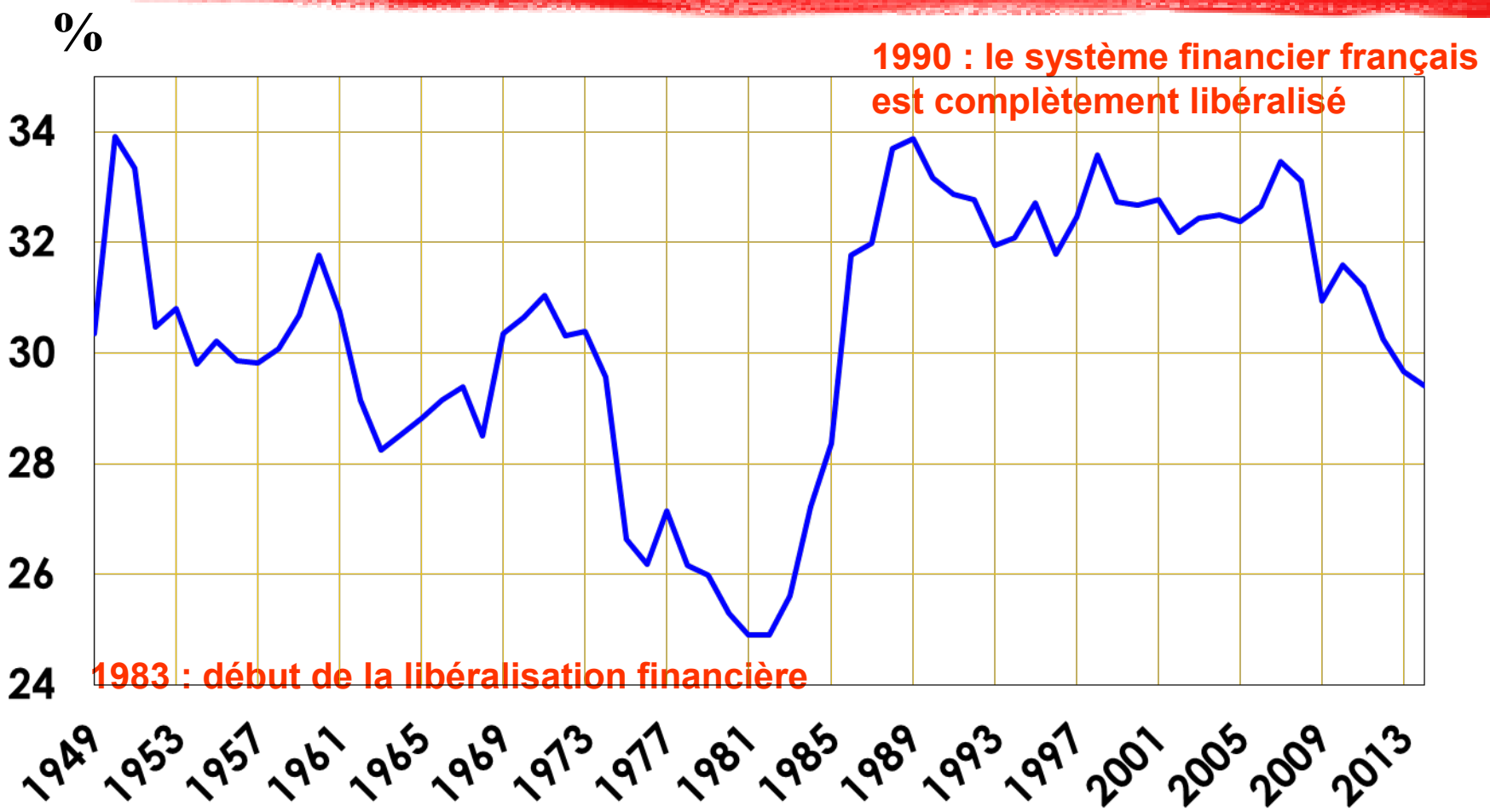
L'évolution du capitalisme à travers le prisme des cycles



L'inflation financière, phénomène caractéristique des phases longues de difficultés de l'accumulation capitaliste

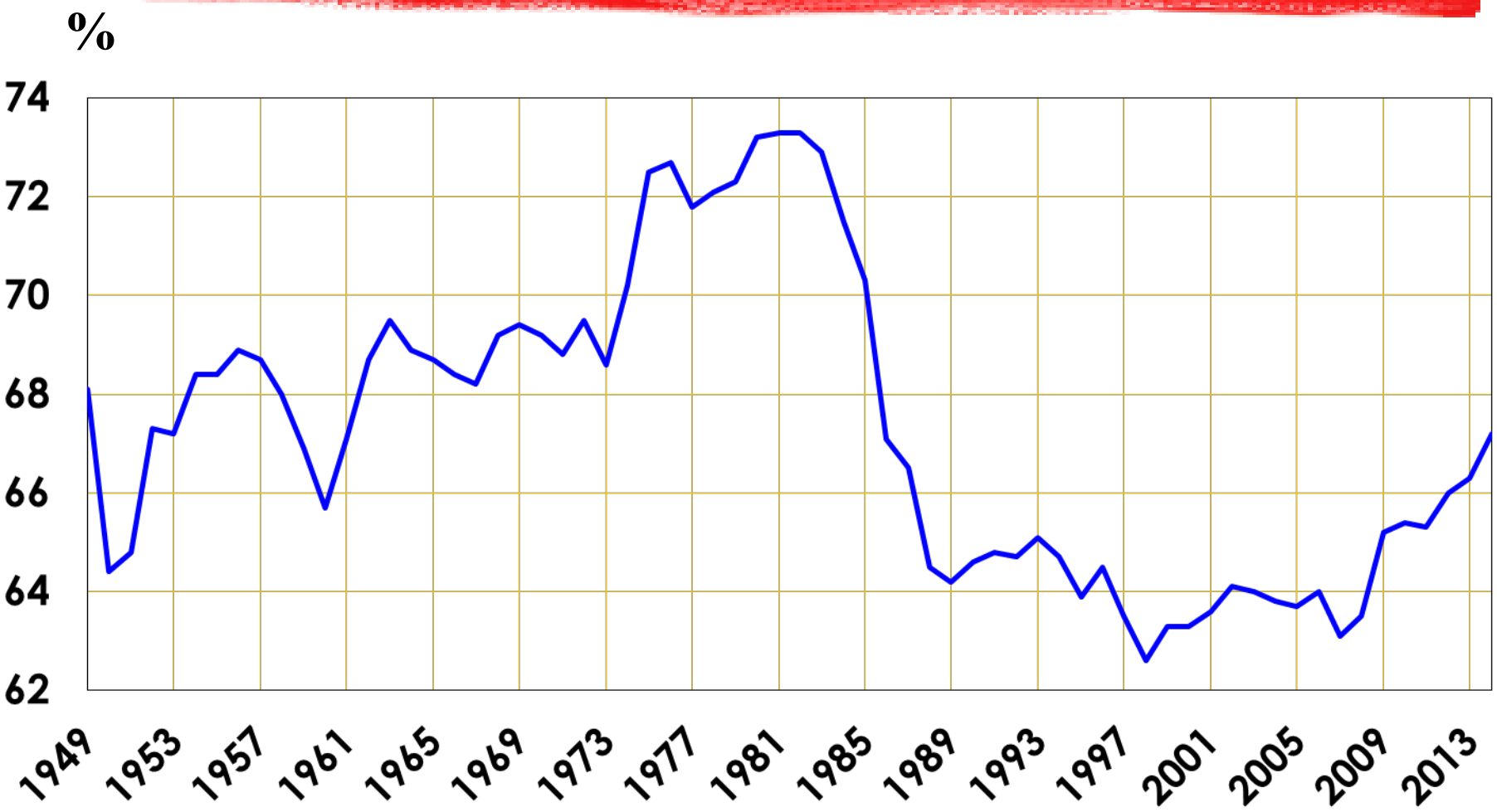


France : part des profits dans la valeur ajoutée des sociétés



Source : INSEE, comptes nationaux

France : part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée des sociétés



Source : INSEE, comptes nationaux

L'austérité, un plan capitaliste avec plusieurs leviers

- Réduction des salaires et des droits sociaux
- Réduire la part collectivisée des richesses (services publics)
- Pousser à la privatisation ou à l'abandon de certains secteurs par les pouvoirs publics.

La Concurrence

- Plusieurs vendeurs pour un même produit : recherche de capter le plus de bénéfice
- Variable d'ajustement : le travailleur
- Nuisance pour le travailleur, mais aussi pour la qualité du produit

Les monopoles

- Avec l'accumulation du capital on peut s'approprier du Capital fixe
- On gagne ainsi les moyen d'absorber les producteurs concurrents
- Le monopole qui s'ensuit est rarement absolu.

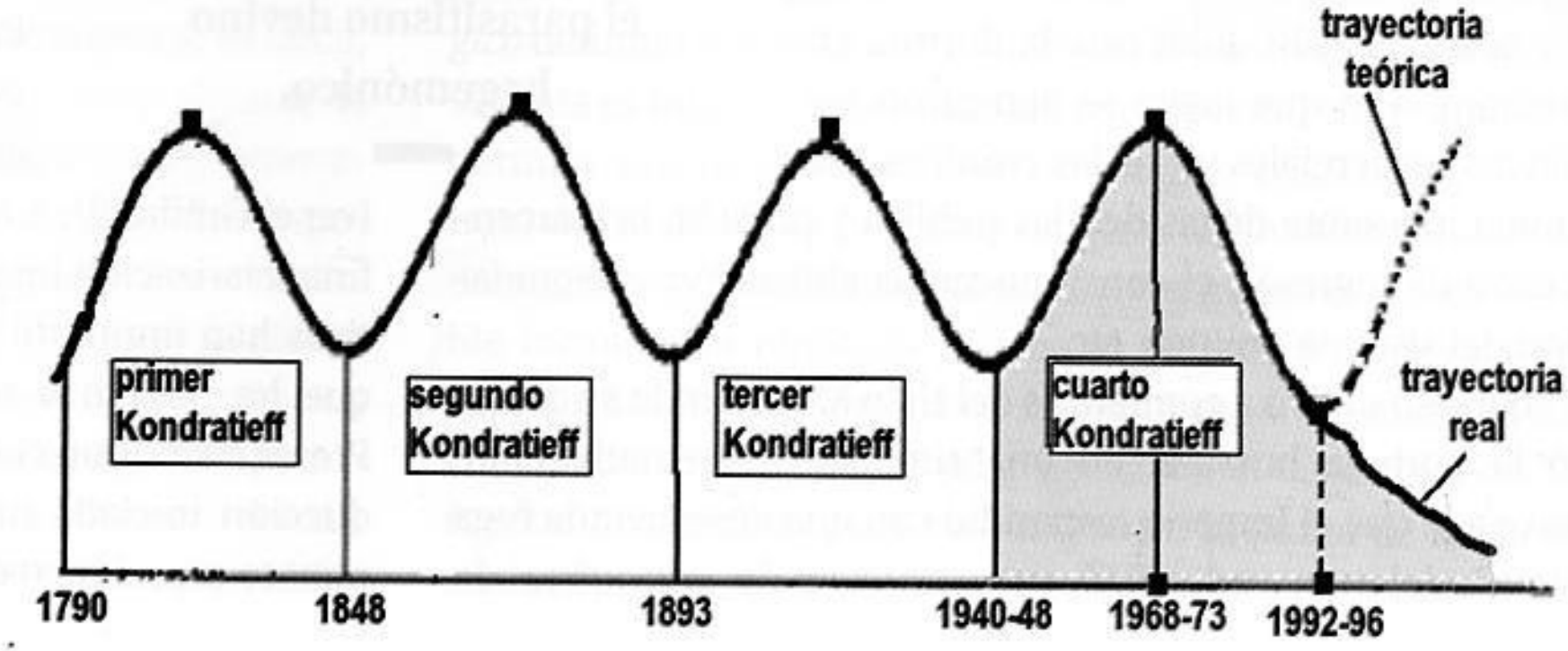
Les limites systémiques du capitalisme : une série de contradictions

1) L'accumulation du capital fini par tuer ses profits
2) Le capitalisme repose sur le crédit, mais ce dernier provoque les crises
3) Le capitalisme repose sur la concurrence, mais tout le porte au monopole
4) Le capitalisme repose sur la propriété, et l'enrichissement privé mais ne peut se passer d'une superstructure étatique à son service
5) Le capitalisme a besoin de débouchés, mais finit par les tuer (ex : changement après-guerre et année '80)
6) Le capitalisme a besoin d'une force de travail en bonne santé, bien formée, etc.. mais il la maltraite.

Et Aujourd'hui ? Et Demain ?

- La mondialisation : Afrique, réserve du capitalisme.
- Les nouvelles technologies ouvrent la perspective à de nouveaux mode de production.
- L'arrivée des auto-entrepreneurs

Et aujourd'hui ? Et demain ?



Source : J. Beinstein

Pour en savoir plus…